

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 28/09/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### REVIVAL

Route Lorguichon  
BP 5  
14540 Castine-En-Plaine

Références : 2025-484  
Code AIOT : 0005301094

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement REVIVAL implanté RTE DE LORGUICHON LA GUERRE 14540 CASTINE-EN-PLAINE. L'inspection a été annoncée le 15/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- RTE DE LORGUICHON LA GUERRE 14540 CASTINE-EN-PLAINE
- Code AIOT : 0005301094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Ce site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2010. Cet arrêté a été complété et modifié à plusieurs reprises et notamment par l'arrêté complémentaire du 16 janvier 2020, qui acte le classement Seveso seuil haut du site sous la rubrique ICPE n° 4510.

De nombreuses activités sont exercées sur le site, dont les principales sont :

- broyage de métaux ferreux, dont des véhicules hors d'usage dépollués et des D3E dépollués ;
- broyage de batteries automobiles au plomb ;
- traitement des résidus de broyage lourds et légers produits par des broyeurs de métaux non ferreux.

L'exploitant a un projet de modification de son site qui vise à l'ajout d'une unité de fonderie de Plomb en continuité avec le process et les installations existantes et au sein du périmètre actuel du site.

Cette visite s'est concentrée sur le contrôle des conditions d'exploitation de la partie métaux, DEEE (déchets d'équipement électriques et électroniques) et VHU (véhicules hors d'usage) située au nord du site.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La demande faite dans ce rapport concernant la mise en cohérence entre les stockages, les rubriques et l'étude des dangers est également une donnée nécessaire dans le cadre de la mise à jour de l'arrêté préfectoral encadrant les activités du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Tableau des rubriques	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Bâtiment métaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Bâtiment métaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions de stockage des VHU	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 10.2.2	Sans objet
3	Objectif de non dégradation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 2.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit répondre aux demandes formulées dans les délais indiqués dans ce rapport et en particulier installer **un système de détection incendie au sein du bâtiment métaux**. Il doit également veiller à disposer des documents et bases de données lui permettant de vérifier directement et à chaque instant s'il respecte les conditions d'exploitation (capacité et localisation) qui ont été réglementées (soit par arrêté préfectoral soit par le biais de l'étude des dangers).

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tableau des rubriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Métaux, VHU, DEEE			
Prescription contrôlée :			
Rubrique concernée	A c t i v i t é correspondante exercée dans l'établissement (capacité de production, stockage)		
N°	Intitulé	A/D	
2710.1.a	Collecte de déchets apportés par le producteur initial - collecte de déchets dangereux - quantité de déchets susceptibles d'être présents supérieure à 7 t	A	Zone de collecte apports volontaires des particuliers : Stocks maximum de batteries : 20 t, Stocks maximum de DEEE : 45 m3
2710.2.b	Collecte de déchets apportés par le producteur initial - collecte de déchets non dangereux - quantité de déchets susceptibles d'être présents supérieure à 600 m3	E	Zone de collecte des apports volontaires des particuliers : Stocks maximum de métaux : 400 t, Stocks maximum de Papiers/cartons : 60 m <sup>3</sup> .

2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. La surface étant supérieure à 50 m <sup>2</sup>	E	<p>Une installation de stockage, dépollution, démontage, découpage et broyage de véhicules hors d'usage composée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une aire extérieure de stockage de véhicules hors d'usage en attente de dépollution de 350 m<sup>2</sup>. Les véhicules hors d'usage dépollués (démolisseurs agréés et traitement interne) sont entreposés au niveau des quatre zones extérieures de stockage en vrac de platin visées à la rubrique 2713.1 d'une surface de 3</li> </ul>
------	--	---	--

			<p>500 m<sup>2</sup>.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• u n e installation de dépollution des véhicules hors d'usage de 62 m<sup>2</sup></li> <li>• u n e installation de broyage des véhicules hors d'usage comprise d a n s l'installation visé par la rubrique n° 2 7 9 1 . 1 ( B r o y e u r N A N U R LINDEMANN ferrailles/VHU d ' u n e puissance de 920 kW) de 20 680 m<sup>2</sup></li> </ul> <p>La surface totale de l'installation est d'environ 24 592 m<sup>2</sup></p>
2713.1	Installation de t r a n s i t , regroupement ou tri de métaux ou de	A	Une installation composée de :

	<p>de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 1000 m<sup>2</sup></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Deux zones extérieures de stockage en vrac de platine de 1750 m<sup>2</sup></li> <li>• Deux zones extérieures de stockage en vrac de déchets ferreux à découper (cisailage et chalutage) de 6 470 m<sup>2</sup></li> <li>• Une zone de stockage en vrac de métaux ferreux broyés ou cisailés de 2 350 m<sup>2</sup></li> <li>• Une zone de stockage sous bâtiment de métaux non ferreux de 3200 m<sup>2</sup></li> <li>• Zones d'entrepôt des bâtiments RB : 2000 m<sup>2</sup></li> </ul> <p>La surface totale de</p>
--	--	---

			La surface totale de l'installation est d'environ 15 770 m <sup>2</sup>
--	--	--	---

#### Constats :

L'exploitant a fourni l'état des stocks par type de déchets au jour de la visite correspondant aux activités des rubriques 2710, 2712, 2711 et 2713. Le lien entre le type de stockage, leur localisation, la rubrique associée et la limite réglementaire applicable n'était pas clairement identifiée par l'exploitant pour tous les stocks. Pour autant, après analyse aucun dépassement évident par rapport au stock autorisé réglementairement n'a été identifié par l'inspection.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser la description, la localisation, le volume et la rubrique associée pour chacun de ses stockages de déchets.

Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 3 mois une carte de la localisation des stockages renvoyant à un tableau présentant :

- le volume maximal (surface et hauteur),
- le tonnage lorsque c'est cohérent,
- la typologie de déchet,
- la rubrique associée.

Ces dimensions et emplacements devront être cohérents avec la réglementation applicable **et avec la dernière version de l'étude des dangers de 2023** qui doit également être respectée. En cas de différence, entre ce qui est pratiqué sur le site et les différents référentiels réglementaires précités, l'exploitant devra soit revenir à ce qui a été validé soit produire un dossier de porter à connaissance.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 2 : Conditions de stockage des VHU

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 10.2.2

**Thème(s) :** Produits chimiques, hauteurs et surfaces

#### Prescription contrôlée :

Le stock de platin (mélange de ferrailles légères et de VHU) est fractionné en 4 blocs de 35 m par 25 m séparés entre eux et des autres installations d'une distance minimale de 13 m exempté de tout entreposage de matière combustible.

Chaque bloc de stockage représente au maximum 1 000 t de déchets. **Les stocks de VHU à broyer sont limités à une hauteur maximale de 7 m.** Les pièces métalliques destinées à une découpe au chalumeau sont stockées sur deux zones distinctes, clairement identifiées.



<p>Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, sont réservées pour le dépôt et le traitement des copeaux, tournures, pièces et matériels enduits de graisses, huiles, produits pétroliers et de produits chimiques divers.</p> <p>Un emplacement spécial est réservé pour le dépôt et la préparation : des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que les volumes creux, clos, ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle en vue de leur remplissage ou leur vidange, des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle en vue de leur remplissage ou leur vidange ainsi que les tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux, des objets pouvant contenir des fluides frigorigènes, ceux-ci sont récupérés et stockés séparément en vue de leur élimination dans des installations dûment autorisées à les recevoir.</p> <p><b>La quantité de stériles est limitée à 400 m<sup>3</sup> et chaque dépôt de pneumatiques ou résidus caoutchouteux est limité à 50 m<sup>3</sup>.</b> Ces dépôts de matières combustibles sont distants les uns des autres d'au moins 15 mètres. Une voie de circulation de largeur minimale de huit mètres est prévue autour de chaque dépôt.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les stocks de VHU sont entreposés de manière conforme à cet article. La zone de stockage des VHU en attente de dépollution peut accueillir 10 VHU maximum. La majeure partie des VHU reçus sur le site est déjà dépolluée. Le stock de pneumatiques respectait également les conditions réglementaires.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les stockages respectent en permanence l'ensemble de la prescription sus-citée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Objectif de non dégradation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, étanchéité de la plateforme
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la protection de la nature et de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La partie de la plateforme béton située au niveau de la zone du déchiqueteur est très dégradée voire inexistante. L'exploitant a indiqué avoir déjà fait le nécessaire pour que des travaux de réhabilitation soient menés. Il a transmis un bon de commande signé du 4 septembre auprès de l'entreprise Colas visant à la réfection de cette zone. Les travaux sont prévus courant octobre</p>

2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Bâtiment métaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Désenfumage.</b>  Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatique ou manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :  - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;  A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.  En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.  Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.  Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bâtiment contient les métaux apportés par les producteurs sur le site (particulier ou entreprises) ce qui correspond à la rubrique 2710-2. Le bâtiment n'a pas paru encombré. L'exploitant a fourni un justificatif de contrôle des trappes de désenfumage de ce bâtiment datant de moins d'un an. Ce rapport ne met pas en évidence de dysfonctionnement apparent des dispositifs. Il n'a pas pu être confirmé lors de la visite si la surface d'évacuation des fumées est suffisante en cas d'incident.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit fournir les éléments justifiant du respect de cette prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Bâtiment métaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

**Systèmes de détection et d'extinction automatiques.**

Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

**Constats :**

Aucun système de détection en cas d'incendie n'est présent dans ce bâtiment. Il est en revanche équipé d'une alarme anti-intrusion conformément à l'étude des dangers de 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'absence de détection est une non-conformité importante qu'il convient de corriger rapidement. L'exploitant s'y est engagé en séance. La mise en place d'une détection adaptée doit être mise en place sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois